

Reprise incertaine de l'économie mondiale : les scénarios de l'OCDE

Vendredi 12 juin 2020

Selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) dans le cadre de ses dernières prévisions pour l'économie mondiale, « la pandémie de Covid-19 est une crise sanitaire mondiale sans précédent de mémoire d'homme », et ajoute l'institution, « elle a provoqué la récession économique la plus grave jamais observée depuis près d'un siècle et fait des ravages en termes de santé, d'emploi et de bien-être des citoyens ». L'OCDE prévient que la reprise économique sera lente et que la crise exercera des effets durables, et, dans le cadre de son bilan, elle insiste particulièrement sur le rôle crucial joué par les personnels de santé et les travailleurs des secteurs essentiels qui ont pris des risques afin de limiter l'impact de la pandémie. En raison de la combinaison d'un choc d'offre et d'un choc de demande particulièrement violent pour certains secteurs de l'économie, les coûts économiques et sociaux de la pandémie seront très importants, à la fois en termes de revenus, d'emplois, et de bien-être des populations.

Les perspectives de croissance économique en 2020 dépendent de nombreux facteurs incertains, parmi lesquels l'évolution que connaîtra le Covid-19, la durée des cessations d'activité, et l'impact sur l'activité de la mise en œuvre du soutien des politiques budgétaires et monétaires.

Tous ces facteurs d'incertitude ont conduit l'OCDE à envisager deux scénarios probables :

- Le premier scénario repose sur l'hypothèse d'une deuxième vague de contagions accompagnée de nouvelles mesures de confinement avant la fin de l'année 2020. La production économique mondiale chuterait de 7.6 % cette année, avant de repartir au rythme de 2.8 % en 2021. Le taux de chômage dans la zone OCDE connaîtrait presque un doublement, atteignant 10 % avec une faible reprise de l'emploi attendue en 2021.
- Dans le scénario d'un choc unique où une deuxième vague épidémique est évitée, l'activité économique au niveau mondial reculerait alors de 6 % en 2020, et le taux de chômage de l'OCDE passerait alors de 5.4 % en 2019 à 9.2 %. Les niveaux de vie baisseraient moins brutalement que dans l'hypothèse d'une deuxième vague, mais l'équivalent de cinq ans de croissance de revenus serait effacé dans toute l'économie d'ici 2021.

Selon l'OCDE, ce sont en particulier les pays européens qui paieraient le prix fort de la crise économique occasionnée par le Covid-19, avec des récessions historiques pour l'Espagne (- 11,1 %), l'Italie (- 11,3 %), le Royaume Uni (- 11,5 %), et la France (- 11,4 %).

Dans ses nouvelles prévisions de croissance face à la crise du Covid-19, l'OCDE place ainsi la France parmi les quatre pays européens les plus sévèrement touchés par la crise sanitaire, avec une récession possible jusqu'à une chute du PIB de plus de 14% ! Si l'OCDE évoque un rebond initial mené par les secteurs manufacturiers et de la construction, et par un certain rattrapage de consommation, la croissance économique restera fragile, car la confiance des ménages sera fragilisée par le niveau élevé du chômage. Le deuxième moteur de la demande globale, l'investissement des entreprises, restera atone en raison de la chute des profits et de l'incertitude sur les carnets de commande. Pour l'OCDE, la crise laissera sans doute des séquelles durables dans plusieurs secteurs, notamment le transport de voyageurs, le tourisme et les activités culturelles, et les entreprises françaises auront accumulé un haut niveau de dettes et devront faire face à des problèmes de solvabilité. Pour la France, l'OCDE estime que la mobilisation de la politique budgétaire sera déterminante pour accompagner la reprise économique (voir le chapitre de SES en terminale « [Comment lutter contre le chômage ?](#) »)

Dans cette dernière publication, l'OCDE préconise certaines orientations des politiques publiques : l'institution conseille aux gouvernements de renforcer les systèmes de santé, de maintenir des mesures de dépistage et de distanciation sociale, et aussi de coopérer dans la mise au point et la distribution de vaccins. Dans les secteurs fortement touchés, l'OCDE estime qu'il faut en priorité aider les travailleurs et les entreprises à s'orienter vers de nouvelles activités, et renforcer la protection des revenus, en particulier ceux des plus vulnérables. En matière de politique économique conjoncturelle, l'OCDE conseille de maintenir des taux d'intérêt bas et veiller à ce que les dépenses publiques et les politiques fiscales soutiennent l'activité économique. Par ailleurs, l'OCDE insiste sur la recherche de l'équité sociale, et préconise que les dépenses publiques soient bien ciblées sur l'aide

aux plus vulnérables et sur les investissements nécessaires pour permettre une reprise économique durable.

Mais si les plans de relance budgétaires puissants sont indispensables, ils s'accompagneront d'un dérapage inévitable de l'endettement public (voir le chapitre de spécialité SES en première « [Comment les agents économiques se financent-ils ?](#) ») : pour la zone OCDE, dans le cas d'une seule vague épidémique, l'endettement public augmentera de 18,61%, auxquels il faudra ajouter 8,02% de plus si survient une seconde vague, avec, pour la zone euro, une hausse de 16,08% dans le premier cas, et de 10,37% dans le pire scénario. Quant à la France, l'OCDE prévoit une augmentation de 17,95% de la dette publique dans le premier cas, soit celui d'un choc unique sans nouvelles mesures de confinement, et de 9,51% dans le second cas.

Les scénarios de reprise selon l'OCDE

